

partie S. H. le juge Lafontaine, de Montréal, demande au gouvernement canadien de voir à ce que la prohibition générale décrétée le 11 mars 1918 reste bien en force jusqu'au plébiscite prévu touchant cette question. Il spécifie, notamment, que la date du vote devrait être fixée et annoncée six mois d'avance une fois seulement la démobilisation finie.

—Nouveau crédit de 200 millions à l'Angleterre, pour couvrir ses frais de liquidation de la guerre au Canada.

—Le gouvernement fédéral pour faire suite aux délibérations de la récente conférence inter-provinciale, met 25 millions à la disposition des provinces, en vue d'aider à la solution du problème des logements ouvriers.

—La carte d'enregistrement national n'est plus exigée, et les jeunes gens ayant atteint 19 ans ne sont plus obligés de s'enregistrer pour le service militaire.

—Convention de la Société de l'Industrie Laitière à Valleyfield. S. G. Mgr. Eward et l'honorable M. Caron ouvrent la convention. M. Gustave Boyer est réélu président de la Société.

—Constitution à Ottawa d'une Commission canadienne du commerce de l'après-guerre, sous la présidence de Sir Georges Gordon. A noter, à ce propos, que la France s'est désistée, après avis régulier, de son traité de commerce passé avec le Canada en 1907. Elle se réserve sa liberté en vue des négociations prochaines.

—Le Conseil des Métiers et du Travail de Winnipeg, Manitoba voudrait que le gouvernement canadien s'abstienne de toute entreprise militaire en Sibirie. Une fraction remuante du travail organisé au Canada sympathise quasi ouvertement avec la Révolution russe et les gouvernants bolcheviks. Ce n'est pas la première fois que les Alliés en reçoivent une preuve de la part des milieux ouvriers travaillés par le socialisme.

De son côté, l'élément socialiste et bolchévik du parti ouvrier local à Toronto s'agit pour prendre la maîtrise du conseil ouvrier du district...

—*Le Petit Canadien*, organe de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montreal, annonce qu'il se développe et devient la *Revue Nationale*, à partir du 1er janvier 1919. Il absorbe, en même temps, *La Revue Acadienne*.

—Convention, à Montréal, de l'Association des instituteurs protestants. Cette association est à la tête d'un mouvement en faveur d'une loi de contrainte scolaire pour la Province de Québec.

—Mort de M. Jules Monier rédacteur au *Canada*. M. Monier était Français d'origine. Il était né à Nantes et était âgé de 71 ans. Il était étudiant lors de la déclaration de la guerre franco-prussienne, et il prit part aux différents épisodes de la campagne. Il fut interné en Suisse avec l'armée de la Loire. M. Monier vint au Canada en 1872. Il entra à la rédaction de la *Minerve* et devint plus tard secrétaire de M. Louis Beaubien, ministre de l'agriculture. M. Monier

fonda le *Prix Courant* et passa successivement au *Monde*, à l'*Etendard*, à la *Presse*. Il faisait partie de la rédaction du *Canada* depuis les premiers mois de sa fondation, en 1903. M. Monier était très versé dans les questions financières et commerciales.

—M. William Fraser, libéral, est élu dans Huron-Nord pour la Législature de Toronto, sur ses deux concurrents, M. le docteur Case, conservateur, et M. Georges Spotton, conservateur indépendant.

ETATS-UNIS

—Le président Wilson s'est embarqué le 4 pour l'Europe, à bord du *George Washington*, avec une suite nombreuse. A 1500 milles en mer, les escadres américaines, en Europe sont venues, ainsi que des navires des flottes alliées, à la rencontre du convoi présidentiel. Le président débarquera à Brest.

Au moment de partie, M. Wilson s'est expliquée dans un long message devant le Congrès, sur la situation. Les démocrates lui ont fait une ovation, mais les républicains sont restés froids à son égard. Le président a relaté l'effort américain. Il y a un an, a-t-il déclaré, nous avons envoyé outre-mer 145,198 hommes. Depuis lors, nous en avons expédié 1,950,513 en moyenne 162,542 par mois. En mai, il en a été envoyé 245,950; en juin, 278,760; en juillet, 307,182; en août, 289,570; en septembre, 257,438. Remercions Dieu que nos hommes soient entrés en scène au moment critique où le sort du monde se décidait, et que leur force encore intacte ait fait pencher la balance du côté de la liberté. Il n'a fallu que quelques mois après notre intervention pour que le haut commandement allemand se rendit compte que la partie était perdue. Les empires du centre sont maintenant en liquidation. Le président a rendu hommage non seulement aux hommes, mais aussi aux femmes, pour lesquelles il réclame le droit de suffrage dans tout le pays. Après quoi il a parlé du programme naval, de la question des chemins de fer (on parle de nationalisation), et de la Conférence de la paix, disant qu'il croyait de son devoir d'y aller et promettant d'expliquer, en vue de cette Conférence, l'interprétation et l'application des principes posés par lui (et acceptés) sans égoïsme, ayant uniquement en vue l'intérêt de toutes les nations. Et le président a fortement insisté sur la réfection préalable des ruines économiques accumulées en Belgique et dans le nord de la France.

—Dans une entrevue à propos de la Conférence de la paix, M. Théodore Roosevelt a parlé, notamment, de la liberté des mers, au sujet de laquelle il a exprimé l'avis très sensé que voici : "*La liberté des mers veut dire tout ou rien. Si on prend l'interprétation allemande, c'est un leurre. Rien ne doit empêcher la flotte britannique, advenant une autre guerre, de jouer le rôle immense qui a rendu tant de services dans celle qui vient de finir.*"

—D'après un récent rapport officiel, les pertes